

La poussée vers le centre en politique

Sur le plan politique, le centre a le vent en poupe en ce moment, contrairement aux années 1990, par exemple. A l'époque, le PS et l'UDC occupaient des positions nettement à gauche et à droite de l'échiquier politique et engrangeaient de plus en plus de suffrages aux élections. Le PDC et le PLR, par contre, critiqués pour leur manque de profil politique, étaient en perte de vitesse et le parti traditionnel du centre, l'Alliance des Indépendants, s'est même dissous en 1999. Werner Seitz et Madeleine Schneider

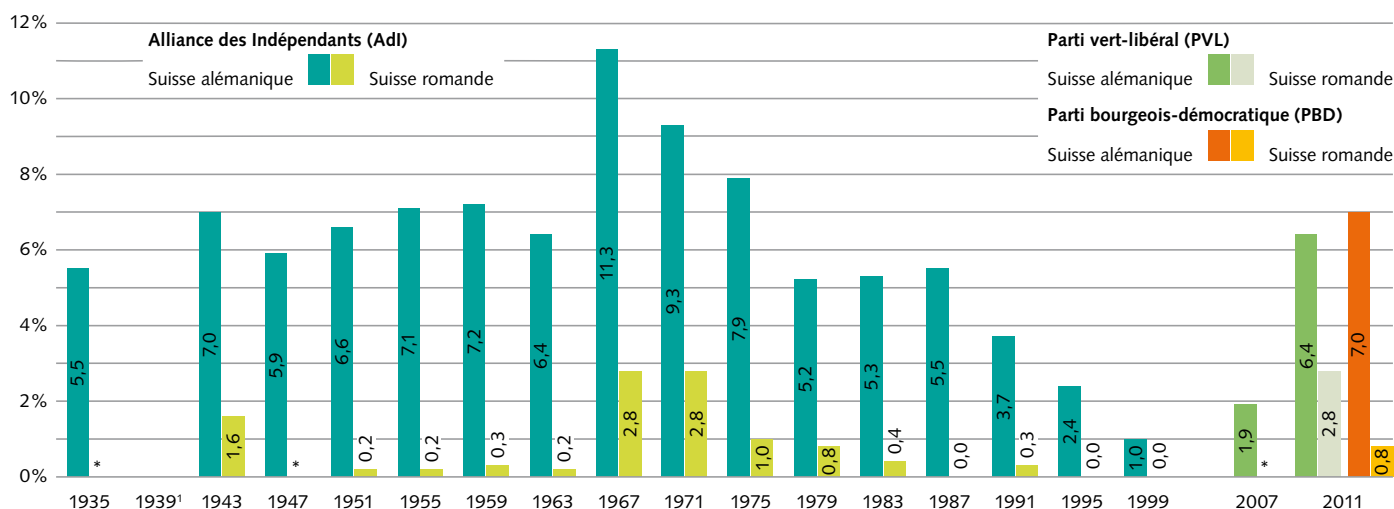
Comment définir le centre en politique? C'est en premier lieu une position relative située entre la gauche et la droite de l'échiquier politique. Une poussée vers le centre a pu être observée à une assez grande échelle en Europe, principalement en Allemagne, en Autriche et en Italie, pour la première fois après la Seconde Guerre mondiale lorsque les partis, dont certains venaient d'être créés, s'efforçaient de toucher des couches plus larges de la population. Les grands partis de gauche et de droite se sont alors défaits de leur caractère de parti de classe ou de parti conservateur pour se présenter comme des partis populaires.

En Suisse, les deux partis conservateurs ont pris ce tournant au début des années 1970: les conservateurs catholiques supprimèrent le terme de conservateurs pour prendre le qualificatif de «démocrates-chrétiens», à l'image des partis à l'idéologie similaire des pays d'Europe de l'Ouest. Dans son programme de 1971, le parti

démocrate-chrétien (PDC) définissait sa politique comme celle du «centre dynamique». Le parti conservateur des paysans, artisans et bourgeois (PAB) modernisa aussi son image et son programme. Il fusionna avec les démocrates des Grisons et du canton de Glaris et prit le nom d'Union démocratique du centre (UDC), qui exprime bien cette poussée vers le centre.

Le PS, qui avait déjà abandonné la lutte des classes avant la Seconde Guerre mondiale et qui reconnaissait la défense nationale, se présentait déjà comme parti populaire de gauche. Dans les années 1980, le PS glissa plus à gauche de l'échiquier politique. Puis, dans les années 1990, certaines sections – en particulier en Suisse alémanique – se rapprochèrent du centre. Se référant au sociologue britannique Anthony Giddens et aux modèles de la social-démocratie de l'Allemagne et du Royaume-Uni (Tony Blair, Gerhard Schröder), elles essayèrent de suivre une troisième voie entre le capitalisme néolibéral et la social-démocratie

Elections au Conseil national: force des partis du centre



* Pas de candidature
¹ Des élections tacites ont eu lieu dans plusieurs cantons.

Source: OFS – Statistique des élections

classique. L'exemple le plus connu en Suisse est le Manifeste du Gurten, élaboré et défendu en 2001 entre autres par l'actuelle conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. L'ancien Surveillant des prix, Rudolf Strahm, s'est aussi beaucoup engagé en faveur d'une plus forte orientation du PS vers la classe moyenne, à travers une série de publications.

La Suisse comptait déjà depuis longtemps un parti du centre: l'Alliance des Indépendants, de tendance sociale-libérale. Fondé dans les années 1930 sous l'étiquette de parti du «capital social» et se situant entre le PS et les partis bourgeois, il se maintenait – principalement en Suisse alémanique – à un niveau de 5 à 7% des voix. Dans les années 1950 cependant, il enregistra une nette progression lorsque la gauche recula en Suisse alémanique par suite d'une vague d'anticommunisme: à quelques exceptions près, les communistes connurent un effondrement et le PS s'affaiblit. Les pertes subies par les partis de gauche profitèrent à l'AdI, qui obtint jusqu'à 11% des voix. Un tel parti du centre n'a jamais pris pied en Suisse romande, ni au Tessin. Dans ces parties du pays, le paysage politique était plus polarisé. A partir des années 1970, l'AdI subit la pression d'abord des partis fondés dans la foulée de mai 68 puis, dans les années 1980, des Verts. L'AdI s'est dissoute en 1999. Le parti Evangélique (PEV) compte aussi occasionnellement au nombre des partis du centre. Sa force de parti est petite mais très stable depuis 1919. Il comprend une aile conservatrice et une aile sociale.

Pour comprendre le débat actuel sur le centre, il faut se remémorer les années 1990. Le débat politique en Suisse tournait alors autour de la récession et de la question européenne, des thèmes sur lesquels le PS et, plus encore, l'UDC pouvaient marquer des points. Les autres grands partis, le PRD (devenu le PLR en 2009) et le PDC, se trouvèrent pris à contre-pied et continuèrent de perdre du terrain. A partir du milieu des années 2000, l'opinion publique manifesta un certain mécontentement face à la polarisation de la vie politique. La reconquête du centre n'est cependant pas à mettre au compte du PLR ou du PDC, mais de deux partis récemment créés: le Parti vert-libéral (PVL) et le Parti bourgeois-démocratique (PBD). Le premier, né d'une scission au sein des Verts, est rapidement devenu l'organe de référence pour le libéralisme à tendance écologique. Le PBD, quant à lui, s'est constitué à la suite de dissensions au sein de l'UDC quant à l'orientation et au style de l'UDC sous Christoph

Blocher. Outre les sections formées dans les cantons de Berne, de Glaris et des Grisons, suite à la séparation de l'UDC, il comprend des sections cantonales nouvellement créées. Les bastions du PBD, qui se positionne en de nombreux endroits comme un parti bourgeois, se situent plutôt dans les régions rurales, tandis que le PVL est davantage représenté dans les régions urbaines. L'un comme l'autre sont pour l'heure principalement ancrés en Suisse alémanique (PVL: 6,4%, PBD: 7%).

Comment leur positionnement au centre se traduit-il? Résulte-t-il de l'absence d'une ligne politique claire, comme on le leur reproche souvent? Ce que l'on peut dire, c'est que ces deux nouveaux partis s'attachent moins à préciser leurs programmes qu'à se présenter – par opposition aux partis de droite et de gauche – comme une force politique soucieuse de proposer des solutions concrètes et de rechercher l'équilibre social et politique, en mettant l'accent sur leur approche des problèmes.

Werner Seitz est chef de la section Politique, culture et médias, à l'OFS

Madeleine Schneider est cheffe du domaine Elections et votations, dans la section Politique, culture et médias, à l'OFS

La publication de Werner Seitz «Konfessionen, Sprachen, Stadt und Land. Die Geschichte der politischen Gräben in der Schweiz», qui paraîtra l'automne prochain dans la série «Kompaktwissen» des éditions Rüegger, approfondira cette question.

Du point de vue géographique, le centre politique se situe là où les suffrages des électeurs et des électrices sont les plus proches de la «moyenne». Aux élections du Conseil national de 2011, les forces des partis étaient les plus proches des valeurs nationales dans les communes de Bolken (SO), Biel-Benken (BL) et Pfefingen (BL). Si l'on considère les quatre dernières élections du Conseil national depuis 1999, on constate que le corps électoral de Rapperswil-Jona et Brugg est celui qui a voté de la manière la plus proche de la moyenne nationale. S'agissant des votations fédérales, les communes d'Interlaken et de Kriens sont celles dont les électeurs et les électrices ont voté le plus souvent (presque) comme la moyenne du pays. Le site www.statistique.ch > Thèmes > 17 - Politique > Elections donne accès à des analyses et à des données détaillées sur les élections en Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Valeurs

Le milieu de la Suisse

Un magazine d'information de l'Office fédéral de la statistique – Numéro 1/2013

